

Peut-on lutter contre l'antisémitisme avec des racistes ?

Nous tenons à réagir à l'interview de Robert Hirsch, publiée dans *l'US Mag* (supplément au n° 786 du 9 mars 2019), concernant l'antisémitisme.

À la question portant sur « *ce qui nourrit la renaissance de l'antisémitisme aujourd'hui* », sa réponse se limite à accuser globalement les jeunes des quartiers défavorisés et certains Gilets Jaunes, la «gauche radicale» étant quant à elle coupable d'avoir «*refusé de voir*» le phénomène et d'oublier le combat contre l'antisémitisme.

Robert Hirsch parle un peu de l'État d'Israël et du sionisme, mais c'est pour occulter une question essentielle : les dirigeants de l'État d'Israël et leur courroie de transmission en France, les dirigeants du CRIF, prétendent parler au nom de tous les Juifs. Ils sont aujourd'hui ouvertement ralliés à tout ce que la planète compte de fascistes, de racistes et même d'antisémites. Ils considèrent comme antisémite toute critique de la politique israélienne, tout soutien aux droits du peuple palestinien, tout appel au boycott d'Israël jusqu'à ce qu'il respecte le droit international.

Pour ces dirigeants, juif et sioniste, c'est la même chose. Faut-il automatiquement considérer qu'un jeune de quartier qui fait la même confusion est antisémite ?

Nier le génocide nazi est un crime et est puni par la loi. Pourquoi accepte-t-on les propos de Netanyahu quand il déclare « *qu'Hitler ne voulait pas tuer les Juifs et que c'est le mufti [de Jérusalem] qui lui a soufflé l'idée* » ? Comment combattre le négationnisme en tolérant de tels propos ?

Robert Hirsch évoque l'agression verbale contre Alain Finkielkraut. Aggression totalement inexcusable. Mais il ne dit rien sur l'agressé, que certains médias présentent comme « controversé ». Quand ce philosophe reprend contre les habitants des quartiers l'accusation « *de ne pas aimer la France* », accusation autrefois lancée contre les Juifs, il faut se taire ? Quand il dit que l'équipe de France n'est pas black, blanc, beur, qu'elle est « *black, black, black* », on se contente de dire qu'il est « controversé ». Et s'il avait dit « *juif, juif, juif* » ?

Quand un dirigeant du CRIF, Mr Goldnadel, dit qu'il y a des colonies de peuplement en Seine-Saint-Denis, le propos ne le mène pas au tribunal.

Robert Hirsch omet totalement le rôle de l'État français, qui affirme ostensiblement qu'il est interdit de s'en prendre aux Juifs, alors que tout autre forme de racisme est tolérée voire légitimée. Le Président Macron lui-même donne l'exemple. Quand il dit que le « *kwassa-kwassa amène du Comorien* », il pense avoir fait un bon mot. S'il avait dit qu'il amène du juif, ce serait intolérable. Quand il dit que Christophe Dettinger « *n'a pas les mots d'un boxeur gitan* », cette stigmatisation semble de bon ton. S'il avait dit « *boxeur juif* », ce serait inacceptable.

Faire de l'antisémitisme un racisme à part, le distinguer du racisme contre les Noirs, les Arabes, les Roms, les musulmans ou d'autres, aboutit aujourd'hui à quelque chose qui met les Juifs en danger : eux seraient protégés par l'État alors que s'en prendre aux autres serait légitime.

Un-e antiraciste doit dénoncer le racisme et le suprématisme sous toutes ses formes. Dénoncer le racisme aux côtés de racistes ou de gens qui font l'apologie des crimes de guerre commis contre le peuple palestinien ou de l'apartheid, n'a aucun sens et aucune portée. L'attitude des autorités françaises vis-à-vis des Juifs ne les protège pas, elle les met en danger. La seule stratégie, c'est l'unité dans la défense de toutes les victimes du racisme.

Emmanuelle Kraemer, André Rosevègue et Pierre Stambul,
adhérent-e-s au SNES de trois tendances différentes (*UA, EE et Émancipation*)
respectivement à Orléans-Tours, Bordeaux et Aix-Marseille,
Membres de l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix)